

## Nouvelle affaire du putsch

# Le retour à la case départ

On reparle de nouveau des putschistes et du putsch du 8 juin 2003, avec l'arrestation depuis deux semaines de l'ancien sous officier de l'armée nationale, Bahah Ould Cheikh, l'envoi de missions du bureau des renseignements militaires (B2) dans les casernes pour écouter des soldats et des officiers, ainsi que la mise aux arrêts d'un groupe d'officiers, l'interpellation du frère de Saleh, un civil; puis le rappel de la commission d'enquête de la gendarmerie qui avait procédé à l'interrogatoire des 120 soldats et officiers incriminés dans le cadre de l'organisation et de l'exécution d'une tentative de coup d'état militaire pour la prise du pouvoir par la force, d'insurrection armée et d'assassinat. On revient de nouveau à la suspicion et à la 'tribalisation' de l'affaire car les arrestations, comme les mises aux arrêts, concernent jusqu'ici uniquement des parents de Salah Ould Hanenna, principal acteur du putsch et des membres du même ensemble tribal que lui.

Suite en page 3

# Le retour à la case départ

Suite de Une

## Retour sur une affaire que l'on nomme déjà la "nouvelle affaire du putsch".

Tout a recommencé sur le terrain le 29 mars dernier, avec l'arrestation, par la gendarmerie d'Aleg, de l'ancien sous officier de l'armée, Bahah Ould Cheikh, radié du corps en 2000 et mécanicien de son état, soupçonné d'afficher une aisance financière que ne lui confère pas sa profession et d'avoir des allées et venues douteuses, depuis un certains temps, vers la frontière avec le Mali, pays où l'on suppose que Salah Ould Hanenna et Mohamed Ould Cheikhna, les deux chefs putschistes, se seraient logiquement réfugiés, au moins pendant un certain temps, avec quelques uns de leurs complices. Hypothèse confortée par une convergence de renseignements (dont ceux donnés par les Américains) confirmant leur présence sur ce territoire, ou du moins dans ce no man's land qu'est le désert du nord du Mali et de la Mauritanie, hors de toute juridiction et dans lequel les chefs de guerre, razzieurs et autres trafiquants et contrebandiers de tout bord ont élu domicile depuis bien longtemps. Ould Cheikh a été arrêté pour des faits qu'il aurait avoué, et qui font de lui l'homme de Ould Hanenna et son "recruteur" au niveau national pour son mouvement, "les chevaliers du changement", dont l'existence effective se limite jusqu'ici à des communiqués et à un site mal actualisé sur internet, même s'il aurait beaucoup d'argent (de qui, Al Qaïda ou la Libye?) à sa disposition dont Ould Cheikh aurait reçu une bonne poignée de millions et un 4X4 neuf, selon les informations distillées par des sources qualifiées ici d'informées.

Par la suite, quatre officiers au moins, dont un commandant, ont été mis aux arrêts, en plus d'un civil, Sidi Mohamed Ould Hanenna, grand frère de Salah et diplomate de fonction. Il a été appréhendé dimanche 11 avril au soir, chez lui, par des gendarmes et depuis lors sa famille déclare ne pas avoir de ses nouvelles.

Cette ascension de l'affaire et le rappel, il y a quelques jours, de la commission d'enquête qui avait présidé à l'interrogatoire des 120 militaires arrêtés dans le cadre de la tentative de coup d'état manqué du 8 juin 2003, remet sur la sellette l'ensemble des personnes qui ont été entendues à la suite du putsch et celles qui ont été arrêtées, et dont la plupart appartiennent au même ensemble tribal que Ould Hanenna. Rappelons à ce propos qu'après le 8 juin 2003, des dizaines de civils, tous apparentés de sang ou d'alliance tribale avec Ould Hanenna, ont été arrêtés, certains incarcérés pendant une dizaine de jours ou des semaines, entendus par les enquêteurs puis remis en liberté, sans suite. Parmi ces personnes, on peut citer l'ancienne secrétaire d'Etat à la condition féminine, Mintata Mint Heddeid, dont le délit principal était le délit de parenté, l'ex

wali de Nouadhibou ou encore l'ancien fédéral du PRDS à Nouakchott, entre autres, sans oublier les deux frères de Salah dont le diplomate qui vient d'être repris dans le cadre de cette nouvelle affaire.

Le fait que les enquêteurs ont rappelé certains des prisonniers pour les entendre de nouveau, et pour faire des confrontations avec les "nouveaux venus", indique que le dossier a été rouvert et que l'enquête, qui avait été déclarée close il y a quelque temps, ne l'est pas encore. L'envoi d'une seconde mission des renseignements militaires dans les casernes pour écouter d'autres soldats et chercher d'autres informations montre que l'inquiétude (pour ne pas dire la paranoïa ou les règlements de comptes au sein des ensembles politico tribaux) a atteint un seuil de non retour, puisqu'on revient à la psychose d'après le 8 juin et à une circonscription de l'enquête et des accusations de complicité dans un cadre familial strict, au lieu de la maintenir, comme on a eu la lumineuse idée de le faire déjà, à un niveau plus global d'une tentative de prise de pouvoir par des officiers dans un Etat où les coups de force pour la prise du pouvoir ont régné en modèle absolu pendant au moins une décennie.

Aujourd'hui, le climat politique est suffisamment envenimé par les suites de l'élection présidentielle et les séquelles du rendez-vous manqué avec la démocratie pour chercher à en rajouter. Il n'est donc pas nécessaire de retourner au tout sécuritaire, à la suspicion et à la délation comme mode de fonctionnement et de légitimation du pouvoir à travers la chasse éternelle au complot. Le seul moyen d'avoir une légitimité non contestable, la seule voie de salut pour éviter le pire, est d'amorcer un dégel significatif capable d'ouvrir de nouvelles perspectives, de faire naître l'espoir en la capacité de chacun de participer pour tenter d'améliorer son quotidien, de désamorcer la crise sociale par des solutions concertées et un partage plus équitable et plus "logique" des revenus de l'Etat. Ajouter une crise à un niveau beaucoup plus engageant ici que la politique ou la nation, celui de la tribu, est une erreur grave et une source de désordre dont nous n'avons pas besoin. Surtout pas si les putschistes peuvent constituer, comme on nous le fait croire, un quelconque danger pour l'Etat ou si la connexion présumée entre eux et des mouvements radicaux islamistes djihadistes (hypothèse pour l'affirmation de laquelle des sources proches du pouvoir en place ont mené une grosse campagne) peut avoir lieu. Verrouiller une scène déjà suffisamment minée est dangereux et chercher la petite bête sans faire attention peut mener au désastre.

HINDOU MINT AININA